

Lutte de classe

Le PS plus réactionnaire que l'UMP ? Certains le pensent, d'autres le disent ouvertement... au gouvernement

Le Premier secrétaire du PS, François Hollande, a dénoncé un projet « *incohérent, insincère, inconséquent* » en parlant du premier budget du gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Sachant que pour être « *cohérent et conséquent* » Sarkozy n'a pas d'autre solution pour satisfaire les intérêts du capital que de rogner encore sur nos avantages sociaux, Hollande déplore qu'il n'aille pas au bout de sa logique, qu'il n'assume pas ses pleines responsabilités, en un mot, il regrette que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ne nous tape pas dessus davantage ! Le PS plus à droite que l'UMP, vous avez le droit de le penser puisque Hollande le revendique.

Et dire qu'il y a des camarades qui se demandent encore dans quel camp il faut classer le PS, cela me laisse pantois.

Dans le cadre de la collaboration de classes, un fabiusien, Didier Migaud, est le président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale. Rien que le fait de participer à cette commission peut être interprété comme une caution au programme économique du gouvernement qui est particulièrement brutal et antisocial. J'ai entendu Bush dire devant les caméras à Washington, il y a deux semaines environ, qu'il ne croyait pas que des questions devraient être réglées par le social, mais par contre, le privé constituerait la meilleure solution, sous-entendant que tout deviendrait une marchandise et devrait être livré à la concurrence, y compris la santé. Didier Migaud nous a prévenu : « *L'opposition systématique et stérile, ce n'est pas mon genre* », on peut lui faire confiance aussi, la collaboration active du PS avec l'UMP fonctionne à plein régime. S'il le dit lui-même, on veut bien le croire sur parole.

Pendant ce temps là, une délégation du PS se rendait en mission à Berlin du 11 au 13 octobre afin d'« *étudier les nouvelles voies qu'élaborent les principaux acteurs de la gauche réformatrice de l'Union européenne* », et rencontrait les dirigeants du SPD avant son congrès qui doit se tenir à Hambourg à partir du 26 octobre.

Pour Henri Weber qui conduisait la délégation du PS, les difficultés actuelles du SPD imposent de tirer des enseignements en terme de méthode. Vous avez remarqué que tous ceux qui s'intéressent à la méthode ont l'habitude de pratiquer le double langage, de trahir leurs engagements ou de tromper les travailleurs sur leurs réelles intentions, Weber ne fait pas exception à la règle. « *La réforme de l'Etat-protecteur ne peut être menée à bien sans avoir au préalable longuement préparé l'opinion, les syndicats et a fortiori, le parti. On ne peut pas passer en force et dans l'urgence* », juge-t-il. Autrement dit, le PS est sur la même longueur d'onde que le SPD, Merkel et Sarkozy, il revendique la liquidation des services publics et des acquis sociaux, mais à condition d'y mettre la forme. Comme il est évident que le résultat l'emporte finalement sur la forme pour ceux qui sont victimes de leur politique réactionnaire, il se leurre en pensant qu'y mettre la forme serait suffisant pour faire disparaître la lutte de classe du prolétariat, car leur problème est bien là.

Au fur et à mesure que les grands monopoles détenus par l'oligarchie financière contrôlent le marché et manipulent les gouvernements, la concurrence entre les travailleurs s'exacerbe et le conditionnement corporatiste devient la règle au nom de l'individualisation de la situation de chacun et du mérite. Cependant, comme les conditions de vie et de travail deviennent de plus en plus insupportables, il y a lieu de penser que la lutte de classe du prolétariat et de la petite bourgeoisie pourrait redevenir offensive contre le régime, car de décomposition en pourrissement, le capitalisme présente aujourd'hui tous les symptômes de la crise finale tant les conséquences catastrophiques et dramatiques de sa survie prennent une ampleur inégalée dans le passé et concernent dorénavant l'humanité tout entière. Rappelons que le capitalisme en France doit sa survie principalement grâce à

l'alliance que ses représentants ont passé avec le PS et le PCF ainsi que les dirigeants des syndicats...

Dans le même registre, Élisabeth Guigou a cru bon de dire à propos de l'instauration d'un « *État social prévoyant* » en Allemagne, une fois détruit ce qu'ils appelaient l'Etat-protecteur, entendez par là, l'État bourgeois subissant malgré lui le maintien de droits sociaux et démocratiques favorables au prolétariat issus de la lutte de classes du passé : « *Parmi nos propositions, les parcours professionnels sécurisés, la protection sociale professionnelle ou le revenu de solidarité active correspondent à cette notion. Mais pour vraiment se l'approprier, il nous faut la conceptualiser* ». Autrement dit, nous proposons de détruire la protection sociale, la Sécurité sociale, le système de retraites par répartition, le code du travail, le contrat de travail à durée indéterminée et de réduire les chômeurs à la misère ou à l'état d'esclave, et à la place nous proposons des mesures soi-disant plus avantageuses pour les travailleurs qui sont en réalité uniquement favorables aux intérêts des patrons, en pensant que les travailleurs n'y verront que du feu et soutiendront ces mesures antisociales, et donc le PS. On a bien compris que « *conceptualiser* » signifie ici, employer la démagogie à outrance et le mensonge sans scrupule pour masquer ses réelles intentions.

Ainsi ils pensent pouvoir tromper indéfiniment les travailleurs, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Ils interprètent les déboires électoraux du SPD et du PS en tentant d'opposer et de diviser les différentes couches du prolétariat et des classes moyennes, alors qu'elles sont toutes frappées à des degrés divers par la politique mise en oeuvre par les gouvernements successifs depuis 25 ans. L'époque où les capitalistes pouvaient entretenir une aristocratie ouvrière importante grâce à l'exploitation des colonies, puis par l'intermédiaire du pillage des matières premières des pays du Tiers-monde, est en passe d'appartenir au passé, la décolonisation et le développement du capitalisme dans les pays émergents étant passé par là, alors le PS cherche un bouc émissaire qui serait responsable de la remise en cause des avantages que les capitalistes avaient concédés auparavant aux classes moyennes. A les entendre, il faudrait tout simplement en finir avec le prolétariat dans les pays où le capitalisme s'est développé au cours du XXe siècle, car il coûte trop cher, il n'est pas assez rentable. Cette prétention aberrante est soutenue par Harlem Désir qui a déclaré : « *Comme chez nous, les couches moyennes et les catégories populaires intégrées admettent mal les transferts sociaux au profit des plus défavorisés* ». Dans la bouche de ce philistin, les « *plus défavorisés* » sont les travailleurs qui occupent un emploi non qualifié, par exemple, livreur ou magasinier, employé de bureau ou caissière, comme s'il était possible de s'en passer. Traduction : si nous avons perdu les élections et que des pans entiers des classes moyennes et du prolétariat ne nous ont pas soutenus, c'est parce que nous avons encore été trop généreux envers les travailleurs qui sont les principales victimes de la survie du capitalisme et qui ont été frappés par les contre-réformes successives depuis 26 ans, il aurait fallu les abandonner à leur triste sort et supprimer les allocations ou les subventions que leur versait généreusement l'État au profit des classes moyennes.

Mais comme chacun sait, le SPD dispose d'un atout majeur pour tenter de faire avaler des couleuvres aux travailleurs, sa fameuse aile gauche, qui serait tellement remarquable que le PT appelle toujours à voter SPD, avec ou sans Schröder.

Un député du SPD, Niels Annen, qui appartient à cette aile gauche si fréquentable a expliqué « *Au congrès (précédent - NDLR), nous aurions pu trouver une majorité sur une ligne plus radicale mais le texte proposé parle notre langage*. » Avant d'ajouter à propos de « *ces mesures douloureuses - qui ont contribué à relancer la croissance et l'emploi - ont été imposées sans avoir été vraiment discutées dans le parti* », « *il n'est pas question de faire marche arrière*. », donc de remettre en cause la politique mise en oeuvre par Schröder et ses conséquences désastreuses pour des millions de travailleurs allemands. Faut-il commenter?

En réalité, c'est le SPD tout entier qui a soutenu la politique de Schröder contrairement à ce qu'affirme le PT, et les couacs dont on a pu avoir des échos avant et après les dernières élections ont été faussement interprétés comme des désaccords politiques, alors qu'ils n'avaient qu'un contenu purement électoraliste. Vérifions-le immédiatement.

Au moment où une délégation du PS était à Berlin, un membre du PS appartenant soi-disant à l'aile gauche de ce parti, Jean-Luc Mélenchon, participait à une mission du PS envoyée en Espagne auprès du PSOE, parti qui s'était empressé après sa victoire électorale en mai 2004 et la nomination de Zapatero comme Premier ministre, de faire voter le projet de traité constitutionnel européen et de renforcer le contingent espagnol présent en Afghanistan. Il a dit une chose intéressante, il craint que

« *l'état de sidération totale dans lequel se trouvent les socialistes français leur fasse perdre de vue que la sociale-démocratie d'Europe du nord, à force de considérer que la question du partage des richesses est secondaire, a accumulé les désastres électoraux* ». La seule chose qui préoccupe Mélenchon ce sont « *les désastres électoraux* » du PS et du SPD, personne ne nous fera croire le contraire.

Selon Laurent Baumel (strauss-kahnien), responsable national chargé des études au PS, le dernier slogan du SPD pour une « *majorité solidaire* » l'enthousiasme, c'est la dernière trouvaille de ce parti bourgeois qui souhaite fonder « *Une alliance allant du salariat précaire à la bourgeoisie éclairée, fondée sur l'attachement à la justice sociale et à une croissance génératrice d'emplois de qualité alors que, pour le New Labour, tous les emplois se valent* ». Comment un travailleur subissant la précarité pourrait-il avoir des intérêts communs et compatibles avec la « *bourgeoisie éclairée* » ? Réponse : impossible. Comment peut-on parler de justice sociale en prônant la précarité ? Réponse : impossible. Le siècle des Lumières n'inspire pas seulement Gluckstein et Schivardi apparemment !

Traduisons : comme nous n'avons pas pour objectif d'en finir avec la précarité dont profitent les capitalistes allemands, ceux-ci doivent comprendre que pour que la paix sociale perdure, il est nécessaire de maintenir le seuil de pauvreté à un niveau supportable, à cette fin, il est possible d'utiliser une partie des bénéfices engrangés par le capitalisme allemand qui occupe le premier rang des pays exportateurs grâce aux liens qu'il a pu tisser avec les capitalistes des pays émergents qui exploitent sans limites les travailleurs de leur pays respectif et en tirent des bénéfices substantiels. La « *bourgeoisie éclairée* » n'est rien d'autre à l'époque de *l'impérialisme stade suprême du capitalisme* que l'aristocratie financière qui pille, foment des guerres et sème le chaos et la désolation sur tous les continents. L'idée selon laquelle l'aristocratie financière pourrait jouer un rôle réformiste voire progressiste et être intéressée par le sort des travailleurs et la « *justice sociale* » est proprement réactionnaire, elle ne peut provenir que de représentant de partis bourgeois.

On pourrait enfoncer le clou contre le PS en faisant référence aux premières propositions émanant de la commission Attali (PS) qui ont été rendues publiques ces derniers jours. Un bref extrait des premiers commentaires qu'elles ont suscités nous donnera un premier aperçu de leur contenu et confirmera notre analyse sur le PS.

La ministre de l'Économie a déclaré : « *L'objectif de la commission est de faire souffler sur l'économie française un grand vent de concurrence au service des consommateurs. Et cela me convient très bien* ». Comme l'on sait que la concurrence rime avec productivité, donc exploitation accrue, elle est entièrement tournée contre les travailleurs considérés comme une classe à l'échelle mondiale. Augmenter la concurrence devrait conduire logiquement à asphyxier les entreprises de la distribution les plus faibles et à en réduire le nombre, soit pour les faire disparaître, soit pour les absorber, autrement dit, au nom de la « *concurrence* », la position de quasi monopole actuelle de certaines entreprises s'en trouvera renforcée, ce qui leur permettra ensuite d'imposer leurs conditions aux fournisseurs et aux consommateurs.

Dans un communiqué le député PS et vice-président de l'Assemblée nationale, Jean-Marie Le Guen a déclaré : « *Les travaux de la commission Attali, même s'ils ne constituent pas en tant que tels une politique économique de croissance, dessinent un certain nombre de pistes intéressantes qui doivent être discutées* ». Selon lui : « *La remise en cause de situations de monopole, de rentes de situation, de certains archaïsmes de notre système de production et de distribution de biens et services (...) est légitime* ». Mais à quoi fait-il référence au juste ? Nous allons le voir immédiatement.

Parmi les propositions réactionnaires que propose la commission Attali, j'ai relevé la suppression des lois Galland, Royer et Raffarin qui limitent la création de nouvelles grandes surfaces et réglementent leur implantation, la suppression du seuil de revente à perte et la contrainte de non-discrimination des distributeurs par les fournisseurs, ce qui permettrait aux grandes surfaces de vendre à perte et d'augmenter leur pression sur les petits commerces pour les faire disparaître totalement. Voilà l'« *archaïsme* » que condamne Le Guen ! Un pays et des villes déshumanisées à l'image des États-Unis, voilà leur modèle, leur perspective ! Qui pourra vendre à perte certaines marchandises pour attirer le client, sinon les grandes surfaces au détriment des petits commerces de quartier ?

Lundi le président de l'Union des commerces de centre-ville (UCV), Jacques Perrilliat, interrogé sur France-Info a réagi à ses propositions en expliquant qu'autoriser la revente à perte « *ne changera*

rien » au pouvoir d'achat : « *J'ai peur qu'on fasse germer dans l'esprit des gens des espoirs immenses qui seront déçus. Quand je lis qu'on va créer 500 000 emplois et qu'on va baisser les prix de 4 %, je peux vous assurer qu'on ne fera pas ça* ». S'il revend à perte, « *un commerçant normal (...) va être évidemment obligé de se rattraper sur d'autres produits* », a déclaré M. Perrilliat. « *La lessive sera moins chère et d'autres produits seront un peu plus chers à côté* », a-t-il illustré.

Par contre, la Fédération du commerce et de la distribution (FCD) soutient ces propositions qui constituent une « *avancée majeure pour provoquer une vraie réforme* », estime son président dans un communiqué publié lundi. Surtout que l'assouplissement des règles concernant l'implantation des grandes surfaces s'accompagnerait de la généralisation de l'ouverture des magasins le dimanche, ce qu'aucun n'intervenant n'a osé dire.

Vous avez dit réactionnaire, vous ne croyez pas mieux dire, ce n'est pas moi qui le dit cette fois, mais la secrétaire d'État à l'écologie Nathalie Kosciusko-Morizet, dans un interview au journal *Le Monde* du 13 octobre où elle était interrogée sur la les propositions de la commission Attali.

A la question du journaliste : « *Que vous inspire la proposition de la commission Attali de supprimer le principe de précaution de la Constitution ?* », elle a répondu : « *J'y vois la trace d'un certain conservatisme. J'avais déjà eu, lors de la discussion sur la Charte de l'environnement, de tels débats avec une frange, qui traverse d'ailleurs tout l'échiquier politique, qui a une dimension réactionnaire. La proposition de la commission Attali, qui veut que l'environnement soit contre la croissance, qu'il soit un frein à la croissance, est une vision réactionnaire.* » Elle sait forcément de quoi elle parle puisqu'ils sont dans le même camp. On comprend mieux sur quel critère les membres du PS ont été soigneusement choisis par Sarkozy pour faire partie des commissions qu'il a mises en place, la même remarque s'applique évidemment à ceux qui participent directement au gouvernement.

L'union nationale UMP-PS ne se limite pas à quelques ministres et secrétaires d'État, elle englobe l'ensemble des institutions, comités ou commissions auxquels participent des membres de ces partis. Si vous acceptez cette définition qui ne me semble pas outrancière, dites-vous bien en dehors de la présence de membres du PS au gouvernement, que cette situation existe depuis des lustres, depuis peut-être un demi-siècle ou davantage encore. Cela pour dire qu'on vous a trompé sciemment en permanence depuis un demi-siècle en vous vantant les mérites d'une démocratie qui travaillait sournoisement pendant ce temps là dans votre dos à échafauder tous les plans possibles et inimaginables pour perpétuer l'existence du capitalisme, car toutes les discussions qui se déroulent au sein de ces comités n'ont pas pour fonction de donner bonne conscience à ceux qui y participent ou de les aider à passer le temps, non, elles répondent à un besoin et un contenu précis : elles préfigurent les projets de loi, les programmes que les différents partis mettront ensuite en oeuvre dans tous les domaines en fonction du rapport de forces entre les classes ; si le vent est favorable à la bourgeoisie, ce sont ses propres partis qui auront pour tâche de les appliquer avec le soutien des représentants des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui auront participé à leur élaboration, il ne faut pas oublier que le PCF est aussi de la partie dans nombre de comités ou commissions, maintenant, si le vent tourne, ce sera au PS et au PCF de les mettre en oeuvre (front populaire ou union nationale comme en 46) avec le soutien de l'UMP et de l'UDF, même si ceux-ci feignent publiquement pour conserver un semblant de crédibilité d'y être opposés.

Le consensus UMP-PS (UDF et PCF) ne se manifeste pas seulement au sein du gouvernement, de l'Assemblée nationale ou au Sénat, il est l'aboutissement ou la partie émergée ou visible de la collaboration de classes omniprésente et continue entre ces partis au sein de structures plus ou moins opaques, souterraines qui ont déjà une longue tradition en la matière, sur lesquelles on ne sait finalement que peu de choses, à l'instar de la franc-maçonnerie qui soi-disant en passant ne s'occupe pas de politique, mais qui en réalité en fait au quotidien, j'ai déjà eu l'occasion de le prouver en relatant une expérience concrète vécue par une de mes relations très proche.

La collaboration de classes est institutionnalisée depuis très longtemps, mais certains continuent de le nier ou feignent de la découvrir aujourd'hui. Je me posais une question : jusqu'à quel point notre analyse de la situation, des rapports entre les classes et de la nature sociale des partis a été faussée pour ne pas avoir pris en considération ce facteur ou pour l'avoir négligé pendant trop longtemps ?

(source : *Le Monde* et AFP 16.10.07)